

qu'à l'intérieur de la République, c'est-à-dire dans l'espace de la chose commune. Y-a-t-il en Algérie des forces capables de porter cette voie? Je le souhaite.

— *Comment analysez-vous la responsabilité de la politique française depuis 1962?*

La politique française est fondée sur la raison d'Etat. La France n'a pas eu intérêt à ce que se constitue une nation algérienne forte de l'autre côté de la Méditerranée; c'est d'une certaine manière logique entre nations qui ne se sont pas fait de cadeaux au cours de l'histoire. Mais je n'établis pas une symétrie entre la France et l'Algérie. Car la France a colonisé l'Algérie et l'Algérie ne s'est débarrassé de cette agression qu'aux prix d'un effort surhumain. Je refuse toutefois de parler de "responsabilité" française; si les Algériens faisaient le bilan de ce qui s'est passé depuis 1962, ils devraient aussi s'en prendre à eux-mêmes. Je connais peu de pays du Tiers-Monde qui ont eu tant d'atouts, et qui les ont gâchés aussi tragiquement. Aujourd'hui, la France devrait aider l'Algérie non pas seulement pour réparer le passé, mais aussi parce que c'est de son intérêt. Car toute détérioration de la situation en Algérie a des conséquences directes et immédiates en France. Voyez ce qui se passe avec la menace d'une prise du pouvoir par les intégristes. Je suis convaincu que cela entraînera, du moins au début, des fuites importantes de population. Pour éviter cela, la France devrait aider, surtout dans les organismes internationaux (Banque mondiale, FMI) à desserrer l'étau qui étrangle l'Algérie endettée.

*Entretien conduit  
par  
Bernard Ravenel*

**Sami Naïr** est philosophe et politologue. Il a publié récemment *Le Différend méditerranéen*, Editions Kimé, 1992, et *Lettre à Charles Pasqua*, Editions du Seuil, 1994.

---

# L'islamisme, une révolution conservatrice?

---

Mohamed Harbi

**Que dire de l'islamisme comme phénomène politiquement et idéologiquement différencié qui n'ait déjà été dit? Mon propos, ici, n'est pas de traiter le sujet d'une manière exhaustive, mais de fournir quelques repères pour en éclairer la nature.**

Deux courants ont particulièrement marqué l'histoire de l'Algérie contemporaine:

a) Le mouvement des 'ulama — véritable parti de la modernisation conservatrice. Il définit dès les années vingt avec Ibn Badis les valeurs et les normes qui constituent les éléments de cohésion et de sauvegarde d'une communauté musulmane sous domination occidentale.

Conservateurs, les 'ulama voulaient en prônant le retour aux sources, préserver l'islam et la langue arabe, et entraient en compétition avec les confréries religieuses qui défendaient des formes d'un islam fermé au monde moderne et coopératif, pour des raisons souvent tactiques à l'égard de l'administration coloniale.

Il est indispensable de rappeler les luttes à l'intérieur de l'islam algérien confronté au problème du changement pour en finir avec les lamentations de certains "démocrates" sur les vertus de l'islam traditionnel.

Fondé sur les principes de la spécificité religieuse et de l'incompatibilité culturelle, le programme des 'ulama prenait consciemment le contre-pied des idéologies nouvelles et mettait l'accent sur la primauté de l'éducation morale et religieuse.

L'imprégnation de la société séculaire par l'islam, le rejet du

libéralisme, du socialisme et de la lutte des classes. Cela n'a pas empêché les communistes algériens et les libéraux de les considérer comme un allié privilégié.

b) Le populisme: ce courant insiste sur la primauté des questions politiques. En son sein convergent deux tendances contraires, l'une transformatrice et moderniste, l'autre millénariste, égalitaire et xénophobe, fortement enracinée dans les classes populaires. Malgré ses origines, par le jeu des factions, le populisme évolue avec le PPA. MTLD comme avec le FLN et le MNA qui en dérivent à travers un mouvement chronique de ruptures et de scissions.

'Ulama et populistes définissent l'Algérie comme une nation arabomusulmane, insistant sur les liens avec le monde arabe, sur le rôle de l'islam et de la langue arabe dans la formation de l'Algérie et excluent, au détriment du berbère, tout pluralisme culturel et linguistique. Ensemble ou concurremment, ils ont mené des campagnes puritaines contre les phénomènes d'anomie en 1944, en 1947, en 1948, conformément au principe qui impose à tout croyant de "*recommander le bien et de pourchasser le mal*". Mais si les 'ulama peu désireux d'attirer sur eux les foudres coloniales, censuraient les comportements par la seule parole, les populistes malgré la présence en leur sein d'un courant séculier, n'hésitaient pas à recourir à la pression physique. Les techniques de mobilisation des uns et des autres avaient leurs racines dans le patrimoine religieux, mais s'appuyaient sur des moyens de communication modernes: journaux, tracts, programmes, slogans, etc.

Au cours de la guerre d'Indépendance, les symboles religieux sont abondamment utilisés. Sur ce terrain, 'ulama et populistes, par conviction ou par tactique, rivalisent. Dans les campagnes, ils mèneront une véritable guerre contre les confréries religieuses et avec l'aide des courants laïcs poursuivront leur entreprise après l'indépendance.

La question de la sécularisation refoulée au cours de la guerre, réémerge en août 1962. Au cours de la crise du FLN, sa Fédération de France acquise à la séparation du temporel et du spirituel, tente de sortir du double discours qui caractérise les élites modernistes et propose la sécularisation de la société. "*La culture arabe islamique, lit-on dans son programme, doit être restaurée mais il ne peut s'agir en aucun cas d'un repli nostalgique vers le passé.*"; "*Les institutions algériennes doivent reposer sur le principe de la séparation du culte et de l'Etat*"; "*L'enseignement religieux est libre; il est dispensé hors des établissements publics.*"

La réaction des 'ulama de l'islam et de la langue arabe (21 août 1962), dont certains leaders songeaient à s'ériger en corps indépendant du FLN, est rapide et vive: "*A tout cela, nous nous opposons. Nous sommes algériens, et cela veut dire que nous sommes un peuple ayant une personnalité propre. Cette personnalité apparaît dans sa religion, dans sa langue, dans sa tradition, enfin dans son histoire. Quant au*

*pain, à la liberté et au travail, ils ne peuvent nous distinguer des autres peuples."*

L'exode européen rend à l'Algérie une homogénéité qu'elle n'avait pas. Avec l'éclatement du FLN, le poids du courant laïc divisé en chapelles nombreuses diminue. Cet affaiblissement bénéficie aux 'ulamas qui, avec l'aide d'un frère musulman égyptien, Tewfik Chawi, conseiller du secrétaire général du FLN, Mohamed Khider, influencent les rédacteurs du Code de la nationalité et obtiennent l'introduction à l'école de l'enseignement religieux. Mais l'étatisation de la religion les divise. Une partie des 'ulama est absorbée par l'establishment religieux qui se met en place. Une autre partie, opposée à la transformation des structures sociales, prend ses distances à l'égard du régime et s'investit dans l'enseignement. C'est dans ces conditions que se forme, en liaison avec les adversaires du "socialisme", une opposition religieuse. Malgré son agitation et ses relais dans l'Etat et dans le FLN, ses "fatwas" et ses appels n'arrivent pas à coller au mouvement social ni à produire une critique efficace du régime.

Le coup d'Etat du 19 juin 1965 permet aux 'ulamas d'investir la sphère de l'enseignement en alliance avec les arabophones populistes. Dans cette sphère se nouent les processus d'appropriation du capital symbolique dont l'importance, du point de vue des stratégies de légitimation politique, est capitale. Les 'ulamas l'ont toujours su. Le désintérêt des populistes pour la culture, le mépris injustifié dans lequel les francophones tout imprégnés de la pensée évolutionniste tenaient les arabophones, jouaient en leur faveur.

En associant d'une manière autoritaire la transformation des structures sociales à un rythme accéléré, à une volonté de restaurer l'ancienne culture, les populistes ébranlaient la société sans se donner les moyens d'affronter la crise d'identité d'un pays tiraillé entre la fidélité à un patrimoine culturel idéalisé et la diffusion des valeurs de la modernité. Il en résultera des conflits, des tensions, la rupture de la communication entre les générations et le développement d'un racisme anti-féminin.

La modernisation autoritaire sur fond d'assèchement du terrain culturel représente un choc psychologique, un déracinement et une crise des valeurs. Parce que le développement national prolongeait toutes les tendances initiées par la colonisation (exode rural, désintégration du secteur traditionnel, etc), le fantôme de l'Occident entretenu par la geste anti-impérialiste va, à nouveau, sous le signe de l'incompatibilité culturelle, hanter les esprits. L'annonce et les réactions culturalistes, berbère et islamique accompagnent les contraintes imposées à la population.

Progressivement les enjeux culturels redeviennent l'un des enjeux essentiels de la société. Les attaques contre la francophonie se multiplient. Derrière la demande d'arabe des nationalistes, se profile la

demande d'islam des intégristes. Après la conquête du secteur éducatif, le passage du religieux au politique 1988/89 opéré grâce à la jonction avec la contestation sociale préfigure la confrontation avec l'Etat. Celle-ci intervient dans un contexte de lutte entre les factions au sein du FLN et de l'Etat et d'érosion du mythe nationaliste.

Coupés de la société, les occupants de l'Etat vivaient comme des prédateurs sur la rente pétrolière. Face à la crise, ils désignent eux-mêmes l'islamisme comme interlocuteur en lui offrant dès 1984, un code de la famille conforme à la sharia avec l'espoir qu'il leur apportera sa caution pour libéraliser l'économie. Ils oubliaient que l'islamisme s'était constitué sur la base d'une culture nouvelle, en rupture avec la leur.

Comment alors caractériser l'islamisme? Comment apprécier son recours à la violence politique? S'agit-il de terrorisme? de guerre civile?

L'islamisme ne doit pas s'analyser comme le retour d'un religieux pré-moderne mais comme une idéologisation du religieux dans l'espace d'une Algérie en voie de modernisation. Dans l'islam traditionnel, la politique est conçue comme "l'épée de l'islam". Aujourd'hui, c'est l'islam qui devient l'instrument du politique, le retour aux sources est une constante des périodes de crise. L'islamisme est une réponse islamocentrée et non contemporaine aux problèmes que se posent les Algériens et notamment:

— l'exclusion et la marginalisation des groupes entiers de la société, y compris les bourgeois et les éléments des classes moyennes qui ne sont pas intégrés aux réseaux orientalistes de l'Etat.

— les phénomènes d'anomie que ni l'Etat, ni "les démocrates", n'ont abordé réellement.

— une hiérarchie qui dévalorise l'élite arabophone, obligeant à une identification entre culture arabe et culture religieuse.

— le désir d'entrer dans la modernité avec ses symboles propres et ses valeurs, y compris la ségrégation entre les sexes.

Tous ces problèmes, l'islamisme comme réaction à une sécularisation objective, entend leur donner une réponse dans le cadre d'une unité de pensée plus contraignante que celle à laquelle le FLN a soumis les Algériens. Agent d'une révolution conservatrice ou, si l'on préfère, d'une contre-révolution, il porte en lui tous les stigmates d'un maître intolérant et répressif. On ne peut l'identifier aux classes populaires, même si elles l'appuient, comme on ne peut l'opposer à l'ensemble des classes moyennes, même si une partie d'entre elles le regrettent.

Porteur d'un nouveau modèle de socialisme, l'islamisme se nourrit d'un mouvement spontané d'indignation morale contre l'Etat et de l'exploitation de l'imaginaire des classes populaires toujours sensibles à l'idée de justice et d'égalité. Mais on sait que le détournement de ces valeurs peut aussi faire le lit des dictatures.

Que l'islamisme emprunte pour conquérir l'Etat le chemin de la violence, n'a rien pour étonner. L'histoire de l'Algérie depuis 1954,

fourmille d'exemples où les candidats au pouvoir ont essayé de renouveler à leur profit la geste de novembre.

Il n'est pas jusqu'à Ferhat Abbas qui n'ait été tenté par l'aventure armée. Dans tout système politique où l'opposition ne peut évoluer qu'entre deux limites — ratifier la politique gouvernementale ou renoncer à toute fonction critique — il est inévitable à la longue que l'absence d'institutionnalisation du conflit ou le détournement de règles du jeu génèrent la violence. Si les acteurs de la contestation sont exclus du tissu social, on peut parler de terrorisme. Qu'ils soient portés par une poussée populaire exceptionnelle et qu'ils se retrouvent face à la violence d'un Etat sans légitimité, l'usage de ce terme devient inadéquat.

Depuis janvier 1992, l'Algérie se retrouve dans un engrenage de violence qui, par bien des aspects rappelle la guerre d'indépendance. Terreur publicitaire d'une cruauté rare, contre-terreur, sabotage, escarmouches et embuscades rythment la vie quotidienne. Derrière la rivalité pour le pouvoir, s'opposent d'une manière confuse deux forces dont les projets de société divergent, l'une autoritaire, l'armée, l'autre totalitaire et idéocratique, les islamistes. Le front entre les deux n'est nulle part: il est idéologique. On se trouve dans les prémisses d'une guerre civile où chacun forge, rode ses instruments d'actions et développe son infrastructure dans la population. Le basculement de zones entières dans l'orbite islamiste, l'apparition de groupements comme l'organisation des jeunes algériens libres (OJAL) dans l'Algérois, le mouvement armé anti terroriste (MAAI) dans la région de Sidi-Bel-Abbès dont tout porte à croire qu'il s'agit de création de l'ANP, en quête de soutien parmi les civils, sont des risques de propagation de la violence. La mystification dont chacun des acteurs tente de s'entourer, les manipulations (notamment dans l'organisation des marchés) et les contradictions s'étalent au grand jour. Dans l'armée, comme chez les islamistes, il n'existe pas encore d'autorité incontestée malgré les petits pas en ce sens. La multiplicité des pouvoirs ne permet pas encore d'envisager dans l'immédiat un compromis qui réunirait toutes les forces politiques autour d'une même table pour reprendre le chemin des urnes.

**Mohamed Harbi** est professeur à l'Université Paris VIII.